

**PRESENTATION DES VŒUX DE NOUVEL AN
AUX MEMBRES D'ORGANES DE L'UEMOA**

Ouagadougou, le 11 janvier 2008

Monsieur le Président de la Commission,

Monsieur le Président de la Cour de Justice,

Monsieur le Président de la Cour des Comptes,

Messieurs les Commissaires,

Mesdames et messieurs les Juges à la Cour de Justice,

Messieurs les Conseillers à la Cour des Comptes,

Chers collègues,

Mesdames et messieurs,

Je ressens comme un très grand honneur le privilège accordé à ma modeste personne de prendre la parole, au nom de l'ensemble du personnel des Organes de

l'UEMOA, pour présenter les vœux de Nouvel an aux Présidents et aux membres des Organes de l'UEMOA.

Monsieur le Président de la Commission,

Monsieur le Président de la Cour de Justice,

Monsieur le Président de la Cour des Comptes,

Mesdames, Messieurs les membres d'Organes.

Je voudrais, au nom de tous mes collègues, vous adresser mes vœux sincères de bonne santé, de bonheur, de paix et de réussite. Ces vœux, je les formule pour vous-mêmes, chers responsables de notre Institution, mais également pour vos familles respectives et vos amis qui vous soutiennent dans ce jeu difficile qui consiste à conduire les hommes et qui vous apaisent, vous élèvent l'esprit quand vous êtes confrontés, comme

c'est souvent le cas, je présume, à ce que les analystes politiques appellent « la solitude du pouvoir ».

Une année s'est achevée. Des vies se sont également achevées, hélas parmi nous ou tout près de nous. Et comme nous sommes une famille ; et comme dans ce cas, les peines des uns sont celles des autres, l'Institution elle-même, comme ses membres, se sont mobilisés, à l'occasion, pour apporter un peu de réconfort face à une douleur que nous savons toujours atroce et que rien ne peut effacer. Cette cérémonie qui marque la naissance d'une nouvelle année étant, par essence, un hymne à la vie, vous me pardonneriez d'appeler à notre méditation collective la leçon de vie que porte la mort et que nos consciences humaines éprouvent tant de mal à décrypter. Dans notre joyeuse insouciance, la mort, toujours traîtresse et pécheresse,

vient nous rappeler brutalement notre humaine condition marquée par la « finitude de l'être », selon les mots du philosophe. Simples mortels, voyons comme s'impose donc à nous un devoir d'humilité, d'humanisme et d'harmonie dans nos rapports avec nos semblables. Simples mortels et sujets temporels, nous devrions avoir constamment le souci d'inscrire nos actes dans l'histoire qui, elle-même, consigne les œuvres pour la postérité, pour survivre au-delà de notre éphémère existence. Pour nous permettre de méditer cette interpellation que nous adresse la mort, je voudrais nous inviter respectueusement à observer une minute de silence en souvenir de ceux que nous ne reverrons plus jamais en ce bas monde.

(Minute de silence)

Monsieur le Président de la Commission,

S'il s'agissait pour vous de répondre devant le tribunal de l'histoire à la question : « ai-je fait, bien fait, pour l'UEMOA, ce que je devrais ? », je pense que vous pourriez fièrement dire : « oui, je l'ai fait ! ». Le disant, je m'en voudrais de débiter des propos par acquit de conscience. Certes, cette cérémonie est un rituel consacré par la tradition et perpétuée par les générations, mais je m'en voudrais de trouver dans l'effusion d'un moment, fut-il solennel, et dans l'ivresse d'un transport les ressorts de mon propos, que dis-je de notre propos. Nous avons seulement conscience de vos efforts et de vos résultats, objectivement vérifiables et mesurables.

Vous qui étiez au départ de l'action, vous savez mieux que quiconque, qu'en une décennie, l'UEMOA, grâce à la vision de ses pères fondateurs, de ses pionniers et avec le concours de ses partenaires, a su asseoir une architecture institutionnelle fonctionnelle et concevoir des réformes dans les domaines clés de son action : union douanière, surveillance multilatérale, politiques sectorielles communes, etc. En prenant la direction du navire à la fin de la première décennie de son existence, vous avez choisi d'orienter votre action dans le sens de l'approfondissement du processus d'intégration. Cela signifie appropriation des réformes par les Etats ; mieux encore : il s'agit d'assurer la visibilité du processus par la réalisation d'actions concrètes et tangibles au profit des populations. C'est à la fois sa justification et la condition de sa viabilité.

L'on comprend dès lors votre investissement de tous les instants dans le Programme Economique Régional (PER). Par-delà les acquis de l'Union, l'élaboration de ce programme a constitué véritablement une plateforme d'atterrissage pour les interventions des bailleurs de fonds. Son avènement a eu pour effet de renforcer votre plaidoyer pour l'Union, car il existe une donnée immuable dans le champ des relations internationales : la force du plaidoyer reste toujours largement tributaire du background dont vous pouvez vous prévaloir. Dans ce contexte, vos efforts et votre capacité de persuasion ont achevé, au plan externe, d'asseoir durablement le crédit et le prestige de notre Institution. Cette confiance accrue se traduit dans les multiples accords de financement, de coopération ou de partenariat.

Au plan interne, la construction de postes de contrôle juxtaposés, l'organisation d'un tournoi football UEMOA, les avancées en matière de libre circulation des personnes et des biens, les projets sectoriels qui bénéficient directement aux populations de l'Union, pour ne citer que ceux-là, illustrent cette volonté de réaliser l'intégration des peuples. La mise en œuvre de cette volonté s'appuie par ailleurs sur une architecture organisationnelle en cours de restructuration pour la mettre en prise directe avec les réalités et les enjeux de l'heure. L'une de ces réalités, c'est la fin du régime de compensation financière et de son corollaire les arriérés de compensation des moins-values de recettes douanières; autant dire la fin d'une époque et l'amorce d'une nouvelle, avec forcément plus de moyens que vous engagez, en homme avisé, dans la compensation

économique aux Etats et dans le renforcement des capacités des Organes.

« Chaque génération, dit-on, doit découvrir sa mission, la réaliser ou la trahir ». Merci, monsieur le Président, d'avoir choisi de mener le bon combat et d'être sur la voie de le gagner !

Certes, nous savons apprécier votre modestie et votre humilité à travers le commerce agréable que vous entretenez avec tout le monde dans cette famille dont vous êtes le chef et qui se reconnaît en vous, bien plus par adhésion que par bienséance administrative ; mais, fussent-elles en souffrir, vous devez entendre jusqu'au bout le bien que nous pensons de vous et toute l'admiration que nous portons à votre action.

Car, en effet, mon très cher Président (pourquoi devrais-je me priver de vous appeler ainsi puisque cela aussi est vrai), s'il est un terrain où vous vous êtes particulièrement illustré, c'est celui de la politique sociale. En guise de cadeau de nouvel an, vous venez de procéder, pour compter du 1er janvier 2008, à une revalorisation salariale des fonctionnaires et agents par le relèvement de la valeur indiciaire de 3%, le doublement de la prime d'aide à la scolarité. Ce geste souligne la permanence de vos efforts pour l'épanouissement du personnel et mérite nos éloges. Mais il renvoie, hélas, sous un autre angle, au mythe de Sisyphe. Et nous avons de la peine à vous imaginer dans la peau de ce pauvre supplicié, contraint de rouler perpétuellement sa pierre sans jamais parvenir à réaliser l'équilibre.

Le fossé, en effet, est encore grand, dans l'absolu, entre les légitimes aspirations à une vie plus confortable d'un personnel qui se plie aux exigences d'excellence et de résultats et la situation salariale, sociale et matérielle du moment.

Il l'est également d'autant qu'en termes relatifs, l'écart entre nos conditions matérielles et celles de nos collègues des autres institutions communautaires s'est maintenu. Et pourtant, le moins que l'on puisse en dire est que rien ne le justifie. Mieux, nos performances, reconnues de tous, devraient se traduire par une inversion de la situation actuelle, vécue par tous, à juste titre, comme une terrible injustice et une grosse iniquité.

Ni revendication, ni ingratitude (comment pourrions-nous vous infliger cela après autant d'efforts méritoires et déjà

soulignés ?) ; simple expression de loyauté. Nous sommes, en effet, nombreux, monsieur le Président, dans cette maison que vous dirigez avec sagesse et esprit de discernement, à avoir de la loyauté au chef une conception qui l'assimile, dans une certaine mesure, à une exigence de vérité, à un devoir d'irrespect. Le devoir d'irrespect est inscrit dans l'essence de la mission de l'intellectuel, du technocrate, du cadre supérieur. Il distingue le collaborateur honnête et loyal du courtisan naturellement sans consistance et sans épaisseur psychologique.

Homme de très grande expérience, vous savez, Monsieur le Président, que quand on est au pouvoir ou quand on a du pouvoir, l'on est exposé à la conspiration du silence. En vérité, je vous le dis très respectueusement, au nom de mes collègues, il y a

nécessité à conjurer cette espèce de murmure pernicieux, à décourager ce nouveau sport qui consiste à garder toujours disponible sur soi une copie de CV en quête d'opportunités, à booster ce moral qui se met en berne et cet l'enthousiasme qui s'affaisse ; afin de renforcer, a contrario, l'esprit-maison et de garder au travail toute sa vertu qui en fait un facteur d'épanouissement, de libération plus que d'aliénation.

Il y a urgence, en conséquence, à réparer ce que vous n'avez pas créé, c'est sûr, à réaliser l'alignement sur les autres institutions régionales en appliquant le traitement que le médecin réserve aux grands maux, c'est-à-dire les grands remèdes, la thérapie de choc. Vous avez d'ailleurs déjà amorcé la marche. J'invoque le personnage césairien du Roi Christophe, qu'habita si puissamment, à une certaine époque, le monumental

comédien sénégalais Doutra SECK et je cite : «un pas en avant, encore un autre pas, et tenir fermement gagné chaque pas ! ». Fin de citation. Et j'ajoute : un pas DE-CI-SIF ! La hardiesse et l'audace de mon propos, Monsieur le Président, n'ont d'égales que la confiance que nous plaçons en vous. Au nom de la solidarité qui est le socle sur lequel repose le processus d'intégration, nous comptons sur vous, comme vous êtes en droit de compter sur notre absolu dévouement.

Messieurs les Présidents et Membres d'Organes,

Soyez assurés qu'en 2008, comme hier, nous ne ménagerons aucun effort pour mettre en œuvre les orientations que vous nous donnerez. Comme par le passé, ouvriers infatigables de l'édifice commun, nous serons présents sur le chantier dès les premières lueurs

du jour et nous en repartirons au moment où la nuit aura enveloppé de son ombre opaque cette paisible et accueillante cité de Ouagadougou, c'est-à-dire longtemps après que l'horloge se sera arrêtée ; y compris en sacrifiant quelques heures de délicieuse oisiveté les jours non ordinaires. Sous votre sage direction, nous nous consacrerons tout entier à l'accomplissement quotidien de nos devoirs professionnels, convaincus de servir ainsi, dans toute la mesure de notre âme, de nos forces et de nos intelligences les plus chers intérêts de notre communauté de destin. Et nous aurons toujours à l'esprit que si la patrie, c'est la terre des pères, la nouvelle aire UEMOA sera la patrie à nous tous et celle de nos enfants de l'ère nouvelle.

Bonne et heureuse année 2008, monsieur le Président
de la Commission !

Bonne et heureuse année 2008, monsieur le Président
de la Cour de Justice !

Bonne et heureuse année 2008, monsieur le Président
de la Cour des Comptes !

Bonne et heureuse année 2008, mesdames et
messieurs les Commissaires, Juges et Conseillers!

Bonne et heureuse année 2008 à nous tous !

Que Dieu bénisse l'UEMOA !